



Conseil économique et social

Distr. limitée
9 juillet 2002
Français
Original: anglais/français

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session extraordinaire de 2002

16-20 septembre 2002

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Recommandation concernant le programme de pays**

Djibouti***

Additif

Résumé

Le présent additif à la note de pays soumise au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire de 2002 contient la recommandation finale concernant le programme de pays pour l'approbation du Conseil.

Il contient une recommandation concernant le financement du programme de pays de Djibouti dont le niveau annuel de planification est inférieur ou égal à 1 million de dollars. La Directrice générale *recommande* au Conseil d'administration d'approuver un montant de 3 450 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 3 750 000 dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, pour la période 2003 à 2007.

* E/ICEF/2002/11.

** La note de pays originale ne contient que des chiffres indicatifs pour la coopération estimative au programme. Les chiffres indiqués dans le présent additif sont définitifs et tiennent compte des soldes non dépensés au titre de la coopération au programme à la fin de l'exercice 2001. Ils seront indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés pour les programmes de 2002 à financer sur les ressources ordinaires et sur les autres ressources (E/ICEF/2002/P/L.36).

*** La soumission du document a été retardée dans l'attente de dernières données.



Données de base

(2000, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (millions, moins de 18 ans)	0,3
TMM5 (pour 1 000 naissances vivantes)	146
TMI (pour 1 000 naissances vivantes)	102
Insuffisance pondérale (% modérée et sévère) (1996)	18
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)
Taux d'alphabétisation (% masculin/féminin)	65/38
Taux d'inscription à l'école primaire (% net masculin/féminin) (1997)	39/28
Taux d'inscription au 1er niveau atteignant le 5e niveau (%) (1998)	83
Utilisation des sources d'eau potable améliorées (%)	100
Vaccinations systématiques financées par le Gouvernement (PEV) (%) (1999)	0
Prévalence du VIH chez les adultes (%) (1999)	11,8
RNB par habitant (dollars des États-Unis)	840
Enfants de 1 an ayant reçu une série complète de vaccins (1999) contre :	
La tuberculose (%)	26
La diphtérie, la coqueluche et le tétanos (%)	23
La rougeole (%)	21
La poliomyélite (%)	24
Femmes enceintes vaccinées contre le tétanos (%)

La situation des enfants et des femmes

1. L'analyse de la situation des enfants et des femmes reste essentiellement la même que celle qui a été décrite dans la note de pays soumise au Conseil d'administration lors de sa première session de 2002 (E/ICEF/2002/P/L.14).

Coopération au programme, 1999-2002

2. Le programme de coopération entre le Gouvernement djiboutien et l'UNICEF pour la période 1999-2003 a été écourté d'une année afin de permettre l'harmonisation de la programmation du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Programme alimentaire mondial (PAM), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'UNICEF. La revue à mi-parcours et la réunion de stratégie, tenues respectivement en octobre et en novembre 2001, ont mis en exergue les résultats clefs atteints dans le cadre du présent programme de coopération et sont ici résumés suivant ses composantes principales.

3. Le programme survie avait pour objectifs de contribuer à réduire d'un tiers le taux de mortalité des enfants de 0 à 5 ans attribuable aux maladies évitables par la vaccination, aux maladies diarrhéiques et aux infections respiratoires aiguës (IRA); et de contribuer à réduire de 20 % le taux de mortalité maternelle. En assurant l'approvisionnement régulier en vaccins, matériels d'injection et la réhabilitation de

l'ensemble de l'équipement de la chaîne de froid du pays, le projet programme élargi de vaccination (PEV)/prise en charge intégrée des maladies de l'enfance (PCIME) a permis de relancer les activités de vaccination de routine et les campagnes contre la poliomyélite au cours de ces trois dernières années, permettant d'atteindre un taux de couverture vaccinale de plus de 90 % contre la poliomyélite sur l'ensemble du pays. Des efforts d'accélération des vaccinations contre les autres antigènes du PEV sont actuellement en cours pour en remonter les taux de couverture (45 % pour le vaccin diphtérique, coquelucheux et tétanique, et 49 % pour la rougeole en 2000). Les résultats d'une surveillance nutritionnelle réalisée en 2000 ont permis de constater une aggravation de l'état nutritionnel des enfants âgés de moins de 5 ans (un enfant sur quatre souffre de malnutrition) et mis en évidence la nécessité de développer une stratégie nationale de lutte contre la malnutrition. L'appui de l'UNICEF au projet maternité sans risques, en utilisant une approche stratégique « porte à porte », a entraîné une augmentation notable des consultations prénatales d'au moins deux visites de 36 % à 56 %, des consultations post-partum à 7,5 % et du taux d'accouchement dans les structures sanitaires de 36 % à 52 %.

4. Le programme développement et réduction des disparités avait pour objectifs d'augmenter le taux de scolarité (de 73 % à 90 % pour les garçons et de 62 % à 85 % pour les filles); de réduire la disparité entre les sexes à l'école primaire; de réduire la déperdition scolaire de 10 % dans les écoles primaires; d'augmenter l'alphabétisation des femmes de 20 % et de faciliter l'accès au crédit à 10 000 femmes. Ce programme, composé d'un seul projet intitulé « communautés amies des enfants », a permis d'accroître, par l'intermédiaire de séminaires, l'engagement au niveau communautaire d'envoyer les enfants à l'école pour apprendre et acquérir une éducation de base de bonne qualité en lecture, calcul et connaissances pratiques. L'UNICEF a appuyé le lancement d'un débat national sur la scolarisation des filles, qui a servi en même temps à sensibiliser et mobiliser des familles aux divers événements organisés.

5. L'appui en expertise internationale apportée par l'UNICEF au Service de la planification du Ministère de l'éducation nationale a permis de faciliter non seulement la préparation du Schéma directeur et du Plan d'action 2001-2005 soumis à la table ronde des donateurs, mais aussi de mettre en exergue les préoccupations de l'UNICEF telles que l'éducation des filles, le développement de la petite enfance et la formation continue des enseignants, directeurs d'école et inspecteurs d'académie. La concrétisation d'actions dans ces domaines d'intervention est actuellement en cours : trois séminaires de formation de directeurs d'école ont été réalisés pour renforcer leurs compétences en matière de gestion, une loi a été promulguée pour rendre l'éducation de base obligatoire pour tous les enfants à compter de janvier 2001, la petite enfance a été incorporée dans le système éducatif pour mieux préparer les enfants au primaire, et la mobilisation sociale pour l'éducation des filles a été entamée.

6. Grâce à l'appui de l'UNICEF, une étude qualitative sur les contraintes à la scolarisation des filles a permis d'identifier quatre facteurs majeurs : problèmes d'accueil, pesanteurs socioculturelles, pauvreté et forte déperdition en cours de scolarité. Les recommandations de cette étude ont abouti à la concrétisation de divers projets d'amélioration de l'accès à l'éducation des filles. L'organisation d'un atelier de consensus sur le développement de la petite enfance, associant divers départements ministériels, organisations non gouvernementales (ONG) et associations, a permis de constituer un groupe de travail intersectoriel qui travaille

actuellement sur l'élaboration d'une stratégie nationale de développement intégral de la petite enfance djiboutienne.

7. Grâce à l'UNICEF, un concours national a été lancé pour sélectionner et primer 10 « écoles amies des enfants » ayant satisfait les critères de bonne qualité, à savoir notamment le partenariat entre l'école, la maison et la communauté, la disponibilité de supports d'apprentissage, le processus de l'enseignement, l'environnement scolaire. Ce concours couvrira l'ensemble des écoles du pays à l'avenir.

8. Le programme protection et promotion des droits de l'enfant avait pour objectifs d'assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; d'améliorer la protection légale des enfants et des femmes et de sensibiliser la société aux droits de l'enfant et de la femme; d'augmenter l'efficacité des activités de la communication, afin d'amener les individus et les ménages à un changement d'attitude pour une meilleure utilisation des services; de renforcer les moyens d'accessibilité et l'utilisation de données fiables des indicateurs sociaux et spécifiques relatifs à la situation des femmes et des enfants; et de contribuer à l'harmonisation des systèmes de collecte et de traitement des données statistiques.

9. Le programme protection et promotion des droits de l'enfant a eu comme projets le plaidoyer et la mobilisation sociale et les statistiques sociales. Le premier projet a permis de disséminer largement la teneur de la Convention relative aux droits de l'enfant au niveau des écoles alors que le deuxième a permis de réaliser une actualisation sur la situation des enfants et des femmes, notamment sur la scolarisation des filles, la surveillance nutritionnelle et l'analyse de la carence en iode.

10. Le Gouvernement en 2000 a pour la première fois soumis un rapport au Comité des droits de l'enfant. Au vu des recommandations formulées par le Comité par la suite, le Gouvernement a affirmé sa volonté de renforcer son intérêt pour les droits de l'enfant en général et à la réforme progressive du système de protection en particulier. Les recommandations du Comité ont été disséminées au niveau des ministères sociaux et une large diffusion au niveau du public est en préparation. Par ailleurs, la levée de la réserve générale exprimée dans la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant sera prochainement soumise à l'Assemblée nationale et une révision du Code pénal à la lumière de la Convention est programmée.

11. La participation des enfants commence à prendre de l'importance lors de la célébration de la Journée de l'enfant djiboutien. Diverses opportunités sont offertes aux enfants pour exprimer leurs perceptions de la vie et leurs attentes en matière de droits. Les institutions nationales et les médias, notamment la radio et la télévision, collaborent activement à la promotion des droits de l'enfant : l'Assemblée nationale organise une réunion de parlement des enfants lors de sa session de septembre, la radiotélévision nationale a institué un journal télévisé entièrement géré par des enfants, juste avant le grand journal télévisé du soir.

12. Le Ministère de la justice a pris conscience de la nécessité d'agir vis-à-vis de la délinquance juvénile et s'engage à mettre en place un système judiciaire pour enfants délinquants.

Enseignements tirés de la coopération précédente

13. Les enseignements tirés de la coopération précédente sont essentiellement les mêmes que ceux relevés dans la note de pays.

Coopération recommandée au programme, 2003-2007

Montant estimatif des dépenses annuelles, 2003-2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Ressources ordinaires						
Développement de la petite enfance	180	180	170	175	175	880
Éducation avec un accent spécial sur les filles	150	160	160	160	160	790
Lutte contre le VIH/sida	100	90	95	95	95	475
Suivi et évaluation	60	60	65	60	60	305
Coûts transversaux	200	200	200	200	200	1 000
Total partiel	690	690	690	690	690	3 450
Autres ressources						
Développement de la petite enfance	250	250	250	250	250	1 250
Éducation avec un accent spécial sur les filles	200	200	200	200	200	1 000
Lutte contre le VIH/sida	170	170	150	160	150	800
Suivi et évaluation	70	70	80	75	80	375
Coûts transversaux	60	60	70	65	70	325
Total partiel	750	750	750	750	750	3 750
Total	1 440	1 440	1 440	1 440	1 440	7 200

Processus de préparation du programme de pays

14. Le programme de pays a été préparé en étroite collaboration avec le Gouvernement de Djibouti par l'intermédiaire d'une concertation interministérielle coordonnée par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. Au cours de tout ce processus, des consultations régulières se sont tenues avec d'autres agences des Nations Unies, en particulier dans le cadre de l'exercice du bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement (PNUAD), et des donateurs bilatéraux. Dans le cadre de l'harmonisation de cycles de programmation entre le FNUAP, le PAM, le PNUD et l'UNICEF, des réunions de travail régulières ont été organisées jusqu'à l'aboutissement du PNUAD.

15. La revue à mi-parcours a été organisée en octobre 2001 par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. À la lumière des

enseignements tirés de cet exercice, les objectifs, les stratégies et les activités des programmes et des projets sont ajustés, par consentement mutuel. Une réunion de stratégie s'est tenue sous la présidence du Ministère de la coopération internationale avec la participation des principaux partenaires des Ministères de l'éducation nationale, de la promotion de la femme, de la santé et de la justice, ainsi que des bailleurs de fonds tels que les Ambassadeurs de la Chine, de la France et des États-Unis, le délégué de l'Union européenne et ceux des agences des Nations Unies.

Buts et objectifs du programme de pays

16. L'objectif général du programme de coopération 2003-2007 est de contribuer aux efforts nationaux pour appliquer les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant à tous les enfants de la République de Djibouti. En accord avec les priorités gouvernementales, il aidera en particulier à : a) réduire la morbidité et la mortalité maternelle et infantile, tout en contribuant au développement intégral des enfants âgés de moins de 6 ans; b) assurer le droit des enfants à une éducation de qualité et en particulier augmenter la scolarisation et la rétention scolaire des filles en primaire; c) stabiliser le nombre de nouveaux cas de VIH/sida enregistrés annuellement d'ici à 2007 chez les jeunes et les enfants nés de mères infectées; et d) assurer un suivi rapproché de la situation des enfants et des femmes.

Liens avec les priorités nationales et internationales

17. L'élaboration du programme de pays est basée sur les grandes lignes établies par le plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF, centré sur l'approche du cycle de vie, en vue d'aborder les problèmes majeurs affectant les enfants et les femmes à Djibouti. La conception du programme a aussi largement tenu compte des priorités et politiques du Gouvernement contenues dans son programme d'action national pour le développement pour la période 2002-2010. Les objectifs et les stratégies du programme sont justifiés par l'analyse de la situation actualisée des enfants et des femmes, et inspirés par les zones de concentration définies par le bilan commun de pays et le PNUAD, ainsi que la Déclaration du Millénaire, les recommandations du Comité sur les droits de l'enfant, la revue à mi-parcours et la complémentarité de l'assistance de l'UNICEF avec celle des autres partenaires de développement.

18. L'engagement du Gouvernement dans la mise en oeuvre des recommandations du Comité des droits de l'enfant et le suivi des conférences internationales, ainsi que la priorité donnée par l'État aux secteurs sociaux, en particulier à l'éducation, à la santé et à la protection, ainsi que le développement d'un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, représentent aussi des opportunités saisies par ce programme de coopération.

Stratégies du programme de pays

19. Les principales stratégies adoptées pour atteindre les objectifs des quatre programmes intersectoriels sont basées sur la consolidation des acquis du programme de coopération précédent, tout en promouvant des meilleures liaisons intersectorielles et des approches innovatrices. Cela se traduira par l'amélioration de la qualité des prestations de services sociaux, le renforcement des capacités

nationales et locales, le plaidoyer auprès des décideurs et de la société civile, l'habilitation et la mobilisation sociale en vue d'assurer une participation effective des communautés bénéficiaires.

20. Développement de la petite enfance. Ce programme d'envergure nationale s'adresse aux problèmes de taux élevés de mortalités infantile, infanto-juvénile et maternelle, qui empêchent la satisfaction du droit de l'enfant à la survie et requièrent des actions intégrées et accélérées. Le programme comprend trois projets. Le projet éducation parentale a pour objectif d'augmenter le pourcentage des parents ayant une connaissance précise des 12 compétences clefs sur les soins et le développement de qualité requis pour les enfants âgés de moins de 5 ans de 20 % à 60 %. L'objectif du projet PCIME est d'accroître la couverture vaccinale de 49 % à plus de 80 % pour les six antigènes du PEV, l'augmentation de l'accès au traitement correct des cas de maladies diarrhéiques et d'IRA, et aux services de conseils et d'information adéquate en matière de nutrition et à l'administration de la vitamine A. L'objectif du projet maternité sans risques est d'augmenter l'accès à des soins maternels de qualité de 56 % à 90 % des femmes enceintes, d'augmenter la proportion des mères qui accouchent dans les formations sanitaires de 52 % à 80 %, d'augmenter la proportion des mères effectuant au moins deux visites prénatales de 56 % à 80 %, et celles effectuant au moins deux visites post-partum de 7 % à 50 %, d'augmenter la proportion des adultes ayant les connaissances clefs des méfaits des mutilations sexuelles féminines de moins de 10 % à 50 %.

21. Le programme s'appuiera sur les aspects majeurs de stratégie d'amélioration des prestations de services, de la participation des bénéficiaires et de la mobilisation sociale. Les principaux domaines d'intervention et les types d'apports de l'UNICEF dans ce programme comprendront notamment l'appui à la formation d'agents communautaires en compétences clefs et méthodes de communication interactive; le développement de matériels de formation, de supports de communication et de messages radiotélévisés; l'approvisionnement en vaccins, matériels de vaccination, chaîne de froid et l'appui en mobilisation sociale pour les journées nationales de vaccination; la formation des agents de santé sur les composantes du PCIME et des accoucheuses traditionnelles; le rétablissement de coins pour la thérapie de réhydratation orale; la vaccination antitétanique pour les femmes enceintes; et l'approvisionnement en médicaments essentiels pour les IRA, la vitamine A, les suppléments de fer et folate, sachets de sels de réhydratation orale et petits équipements médicaux.

22. Les principaux partenaires pour ce programme seront les Ministères de la santé, de la promotion de la femme et des affaires sociales, de l'éducation nationale, ainsi que leurs démembrements aux niveaux des districts et des communautés, les ONG et associations locales, la société civile et le secteur privé. La mise en oeuvre de ce programme se fera en conjonction avec les apports des agences des Nations Unies et d'autres partenaires de développement bilatéraux.

23. Éducation avec un accent spécial sur les filles. Ce programme d'envergure nationale s'adresse aux faibles taux de scolarisation en primaire et à l'importance des abandons scolaires, en particulier chez les filles (plus de la moitié des filles scolarisées en primaire abandonnent à partir de leur troisième année d'études), qui empêchent la satisfaction du droit de l'enfant à l'éducation et nécessitent des efforts intégrés et accélérés. Le projet augmentation de la scolarisation a pour objectif d'augmenter le taux net de scolarisation en primaire pour les filles en âge d'entrer à

l'école (5-6 ans) dans cinq districts de 35 % à 70 %. Le projet amélioration de la qualité de l'éducation a pour objectif d'assurer que tous les enfants des écoles des districts ciblés acquièrent des compétences de base en lecture, en calcul et en connaissances pratiques pour leur vie future. Cette amélioration aura un effet positif sur la rétention des filles à l'école.

24. Le programme s'appuiera sur des campagnes d'information, d'éducation et de communication et de mobilisation sociale pour la scolarisation et l'inscription scolaire des filles; de révision ou de développement des politiques, du processus de support et des mécanismes d'admission à l'école primaire; de la formation des associations de parents et d'enseignants sur leurs rôles et dans la promotion de la scolarisation des filles; du développement et de la dissémination de matériels de lecture amis des enfants et tenant compte des sexes; de la révision et de l'exécution de critères pour déterminer les écoles « amies des enfants » et de primer les écoles sélectionnées; du développement de résultats et de compétences de base pour les classes du primaire et des matériels pour l'apprentissage et l'enseignement; de la formation des formateurs, directeurs, superviseurs et enseignants en matière de supervision, gestion et enseignement pour aboutir à de meilleurs résultats et à l'évaluation des compétences de base des enfants.

25. Les principaux partenaires pour ce programme seront les Ministères de l'éducation nationale, de la promotion de la femme et des affaires sociales, ainsi que leurs démembrements aux niveaux des districts et des communautés, les associations de parents d'élèves, les ONG et associations locales, la société civile et le secteur privé. Par ailleurs, la mise en oeuvre de ce programme se fera en conjonction avec les apports d'agences des Nations Unies et d'autres partenaires de développement.

26. **Lutte contre le VIH/sida** est un programme d'envergure nationale qui s'adresse aux problèmes posés au niveau de ces deux groupes cibles par la pandémie du VIH/sida, dont la prévalence à Djibouti a été estimée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida à 12 %, affectant surtout les jeunes hommes et femmes et demandant des efforts urgents. Le projet prévention du VIH/sida chez les jeunes a pour objectif d'assurer que 90 % des jeunes âgés de 12 à 18 ans connaissent les 10 comportements spécifiques favorables à la prévention de la transmission du VIH. Les objectifs du projet prévention de la transmission mère-enfant du VIH sont d'assurer que 80 % des femmes enceintes aient accès à un service de test de dépistage du VIH et de conseils et d'augmenter la proportion de mères infectées prises en charge socialement et/ou financièrement par la famille ou des associations à 60 %.

27. Le programme s'appuiera sur les aspects majeurs de stratégie d'amélioration des prestations de services d'information, d'éducation et de communication, de la formulation précise de messages sur les comportements clefs, de la production de matériels d'information, d'éducation et de communication, de la mobilisation sociale, de la formation d'animateurs, de l'utilisation des différents médias et de l'établissement de réseaux de clubs de jeunes; de l'établissement de deux sites pilotes de service de test de dépistage et de conseils, de l'approvisionnement en antirétroviraux et matériels requis; et de la mobilisation sociale à travers les associations et de la promotion de la solidarité avec les femmes enceintes infectées par le VIH.

28. Les principaux partenaires pour ce programme seront les Ministères de la santé, de la jeunesse, de l'éducation nationale, les ONG et associations locales, la société civile et le secteur privé. Par ailleurs, la mise en oeuvre de ce programme se fera en conjonction avec les apports d'agences des Nations Unies et d'autres partenaires de développement.

29. **Suivi et évaluation** est un programme d'envergure nationale comprenant deux projets, pour le suivi et l'évaluation de la situation des enfants et des femmes, et le suivi et l'évaluation du programme de pays. Ce programme s'adresse au manque de données fiables et essentielles, qui permettent, d'une part, d'apprécier l'ampleur des problèmes qui affectent les enfants et les femmes et d'en assurer la mise à jour périodique, et, d'autre part, d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre des programmes et projets bénéficiant de l'assistance de l'UNICEF et d'assurer le suivi et l'évaluation des résultats atteints, en établissant des indicateurs clefs pertinents par rapport aux objectifs fixés pour les programmes et projets. Le manque de statistiques qui a prévalu durant plusieurs années est en passe d'être résolu par l'établissement d'une base de sondage, qui permettra la réalisation de l'enquête du Projet arabo-panafricain pour la santé familiale et éventuellement d'autres enquêtes complémentaires. Un plan intégré de suivi et évaluation sera mis en place en vue d'améliorer la collecte régulière de données et d'en assurer l'analyse.

30. Un projet a pour objectif d'assurer l'établissement et le fonctionnement d'un système approprié de suivi et d'évaluation de la situation des enfants et des femmes. L'objectif du deuxième projet est d'assurer la vérification continue et périodique du progrès, de l'efficacité et de l'efficience des actions, des stratégies et des résultats du programme de coopération. Un accent sera mis sur les enfants nécessitant des mesures spéciales de protection comme les enfants de la rue, les enfants immigrants sans papiers, etc. Le programme s'appuiera sur le renforcement des capacités des institutions nationales chargées des statistiques, telles que la Direction nationale des statistiques et les ministères sociaux concernés; de la participation effective des partenaires clefs, en échangeant les points de vue sur les besoins en statistiques des différents intervenants.

31. Les coûts transversaux permettront de mener à bien l'exécution des activités des autres programmes sur le terrain, d'en assurer le suivi, d'améliorer le travail en équipe et l'approche multisectorielle à l'intérieur du bureau de l'UNICEF et avec les divers partenaires. Une stratégie de mobilisation de ressources et de renforcement des relations avec les donateurs sera développée de manière à réactiver l'intéressement de ceux qui ont déjà contribué auparavant et soumettre de nouveaux documents de projets attractifs aux donateurs potentiels pour des financements supplémentaires.

Collaboration avec les autres partenaires

32. Le bureau de l'UNICEF à Djibouti travaille en collaboration et essaie toujours d'apporter son assistance au pays en complémentarité avec les autres agences des Nations Unies, en particulier celles qui sont engagées dans le processus d'harmonisation de leur programmation, par l'intermédiaire du bilan commun de pays et le PNUAD, qui ont permis aux agences des Nations Unies d'identifier des zones d'intervention complémentaires, telles que la réduction de la pauvreté, la bonne gouvernance et la lutte contre le VIH/sida. L'UNICEF continuera de

collaborer avec le FNUAP, dans le cadre du projet maternité sans risques et dans le renforcement du système de collecte de données de base, avec la Banque mondiale en matière de santé, avec l'Organisation mondiale de la santé pour le PEV et le groupe thématique pour le VIH/sida. L'UNICEF continuera à travailler en collaboration avec les principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que les comités nationaux andorran, allemand, américain, canadien et espagnol.

Gestion du programme

33. Le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale assure normalement la coordination, d'une part, de l'assistance au développement du pays et, d'autre part, la coordination interministérielle dans les relations avec les agences des Nations Unies ou les donateurs bilatéraux et multilatéraux en général. Des plans d'action annuels sont préparés et signés conjointement par l'UNICEF et le ministère concerné par chaque programme. Des revues périodiques des plans d'action de programmes et projets sont tenues avec les différents partenaires, afin de faire le point de l'avancement des activités et d'ajuster la planification en fonction des progrès enregistrés.

34. Pour répondre aux exigences du nouveau programme, le bureau de l'UNICEF à Djibouti ajustera ses capacités en ressources humaines en tenant compte des nouveaux défis techniques posés par les programmes.

Tableau
Relations entre le budget-programme, les effectifs et les dépenses de personnel

Pays : Djibouti

Programme : 2003-2007

Secteurs du programme/domaine d'activité et source de financement	Budget-programme			Postes ^a										Dépenses de personnel ^b		
	RO	AR	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	IP	NP	GS	Total	IP	Local	Total
Ressources ordinaire																
Développement de la petite enfance	880 000		880 000	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	270 259	270 259
Éducation avec un accent spécial sur les filles	790 000		790 000	0	0	0	0	0,33	0	0,33	0	0	0,33	274 087	0	274 087
Lutte contre le VIH/sida	475 000		475 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suivi et évaluation	305 000		305 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	167 884	167 884
Coûts transversaux	1 000 000		1 000 000	0	0	0	0	0,67	0	0,67	0	3	3,67	548 174	398 177	946 351
Total RO	3 450 000		3 450 000	0	0	0	0	1	0	1	1	4	6	822 261	836 320	1 658 581
Autres ressources																
Développement de la petite enfance		1 250 000	1 250 000	0	0	0	0	0,50	0	0,50	0	0	0,50	411 132	0	411 132
Éducation avec un accent spécial sur les filles		1 000 000	1 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lutte contre le VIH/sida		800 000	800 000	0	0	0	0	0,50	0	0,50	0	0	0,50	411 132	0	411 132
Suivi et évaluation		375 000	375 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coûts transversaux		325 000	325 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total AR		3 750 000	3 750 000	0	0	0	0	1	0	1	0	0	1	822 264	0	822 264
Total RO + AR	3 450 000	3 750 000	7 200 000	0	0	0	0	2	0	2	1	4	7	1 644 525	836 320	2 480 845
Budget d'appui	Dépenses de fonctionnement		514 280													
	Effectifs			0	0	0	1	1	0	2	1	4	7	1 776 557	989 175	2 765 732
Total général (RO + AR + budget d'appui)				0	0	0	1	3	0	4	2	8	14	3 421 082	1 825 495	5 246 577
	Nombre de postes et dépenses de personnel :															
	Cycle de programmation en cours									4	2	7	13			
	À la fin du cycle									4	2	8	14	3 421 082	1 825 495	5 246 577

(Notes du tableau)

Abréviations : RO = ressources ordinaires; AR = autres ressources; ARF = autres ressources dont le financement est assuré; ARN = autres nouvelles ressources; IP = administrateurs recrutés sur le plan international; NP = administrateurs recrutés sur le plan national; GS = agents des services généraux.

^a Tous les postes, sans distinction de source de financement, sont au service de l'ensemble du programme.

^b Ne couvrent pas le personnel temporaire ni les heures supplémentaires.
